

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.643/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 10 novembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "relatif à l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental", a donné le 6 décembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'avant-projet de loi est destiné à abroger les chapitres I à VI inclus de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964. Subsisteront par contre les dispositions du chapitre VII de cette loi dont l'objet est fort différent puisqu'elles organisent la mise à la disposition du Gouvernement des récidivistes, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels et ne concernent pas l'internement des délinquants malades mentaux.

Si l'avant-projet contient bon nombre de nouveautés, il importe de préciser d'emblée qu'il n'entend nullement rompre avec le régime juridique institué par la loi du 9 avril 1930, précitée, à l'égard des délinquants anormaux mentaux. La philosophie de cette législation est conservée puisque l'avant-projet permet - comme aujourd'hui - aux juridictions pénales d'ordonner l'internement des délinquants qui ont commis un fait qualifié crime ou délit et sont au moment du jugement dans un état de trouble mental défini par la loi.

La loi du 9 avril 1930, précitée, est venue compléter l'article 71 du Code pénal qui dispose que

"Il n'y a pas d'infraction lorsque le prévenu ou l'accusé était en état de démence au moment du fait (...)".

.../...

Elle a institué une mesure de sûreté consistant dans l'internement de ces délinquants présentant un danger social. Cette mesure tend à la fois à protéger la société et à permettre de soigner la personne concernée.

En tant qu'il permet au juge pénal d'ordonner l'internement du délinquant malade mental, le régime institué par la loi du 9 avril 1930, précitée, se distingue à la fois du système français, dans lequel le juge pénal constate que l'inculpé se trouvait en état d'anormalité mentale au moment des faits et ensuite l'autorité administrative ordonne l'internement de la personne concernée, et du système anglais dans lequel le procès pénal ne peut pas être organisé tant que l'accusé se trouve dans un état mental tel qu'il ne pourrait comprendre la signification de la notion de culpabilité pénale appliquée à son acte.

Par ailleurs, la réforme ici proposée suit les conclusions de la commission ministérielle "internement", dite aussi commission Delva du nom de son président ⁽¹⁾.

Le système prévoyant l'internement des délinquants malades mentaux présente différents avantages. Des faits présentant les apparences d'un crime ou d'un délit font l'objet d'une procédure judiciaire pouvant s'achever par la décision d'interner le délinquant présentant un danger social. Outre l'avantage de l'unité de la procédure, cette législation permet de respecter les droits de la défense de l'inculpé et les droits de la victime.

2.1. Selon les articles 3, alinéa 1^{er} ⁽²⁾, 2° et 3°, 17 et 47 de l'avant-projet, l'établissement dans lequel le tribunal de l'application des peines place une personne faisant l'objet d'une décision d'internement, peut être un établissement organisé par les communautés, par les régions ou par les autorités locales, pour autant que ces établissements satisfassent aux conditions de sécurité requises et soient en mesure de dispenser à l'interné les soins appropriés.

⁽¹⁾ Voir P. COSYNS, "Internering : een doorbraak in het herzieningsproces van de wet ?", Panopticon, 1999, pp. 313-318.

⁽²⁾ Voir dans les "Observations finales de forme", la première observation qui implique la nécessité de viser l'article 3, alinéa 1^{er}.

L'avant-projet ne définit cependant pas ce qu'il convient d'entendre par "conditions de sécurité requises" et par "soins appropriés"; il ne précise davantage pas par quelle autorité ces conditions de sécurité pourraient être fixées ni quelle instance sera appelée à se prononcer sur le caractère "approprié" des soins que l'établissement doit être à même de prodiguer à l'interné.

Ces différentes questions ne sont pas non plus abordées dans l'exposé des motifs.

S'il peut se concevoir que le caractère "approprié" des soins fasse l'objet d'une appréciation au cas par cas par le tribunal de l'application des peines au moment où il prend la décision de placement de l'interné et où il désigne, en application de l'article 30, § 2, en projet, l'établissement dans lequel l'internement doit être exécuté, la fixation des conditions minimales de sécurité semble plutôt devoir être arrêtée par voie réglementaire, de façon à permettre à chacun des établissements concernés de s'y conformer.

La question se pose par ailleurs de savoir de quelle manière l'État fédéral interviendra dans les coûts liés à l'internement dès lors que l'établissement concerné ne serait pas organisé par l'autorité fédérale.

Les réponses à ces différentes questions doivent être apportées dans l'exposé des motifs et le texte de l'avant-projet devra, le cas échéant, être complété.

2.2. Diverses dispositions de l'avant-projet imposent au directeur de l'établissement dans lequel la personne est internée, un certain nombre d'obligations dans le cadre de l'organisation ultérieure de l'internement.

Dès lors que l'établissement en question est un établissement organisé par une communauté ou par une région, il semble que de telles obligations ne pourront cependant être effectivement imposées que moyennant la conclusion préalable d'un accord de coopération ⁽³⁾.

À défaut de plus amples informations sur ce point et compte tenu du délai imparti, le Conseil d'État n'a pas examiné plus attentivement cette question.

2.3. Compte tenu des options qui seront finalement retenues par l'auteur de l'avant-projet sur ces différentes questions, la nécessité de conclure un accord de coopération avec les communautés et avec les régions, dans le cadre des différentes questions abordées aux points 2.1. et 2.2., doit faire l'objet d'un commentaire dans l'exposé des motifs.

3.1. De nombreuses dispositions de l'avant-projet fixent des délais dans lesquels le tribunal de l'application des peines doit organiser la procédure et prononcer ses

⁽³⁾ Voir, par analogie, l'avis 32.467/VR, donné le 9 novembre 2001, par la section de législation du Conseil d'État sur une proposition de loi "modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse" ainsi que sur les amendements à cette proposition (Doc. parl., Chambre, session 2000-2001, n° 942/4). Dans cet avis, la section de législation a, notamment, observé que :

- pour définir le contenu de mesures qui peuvent être prises à l'égard de mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction, le législateur fédéral "(...) peut conférer au tribunal de la jeunesse la compétence de décider que l'intéressé à l'égard duquel la mesure visée à l'article 37, § 2, 4°, est imposée, sera placé au sein d'une communauté sécurisée d'une section d'éducation fermée organisée par les autorités compétentes des communautés et il peut fixer les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir décider d'un tel placement";
- l'intention de l'autorité fédérale de confier un rôle actif à des structures relevant des communautés en matière de formation et d'assistance aux personnes, afin de faire fonctionner efficacement le régime proposé de la mise en liberté provisoire de délinquants mineurs, par exemple en instaurant une obligation de rapport ou d'avis, requiert la conclusion d'un accord de coopération : " En effet, l'autorité fédérale ne peut confier unilatéralement à des structures qui relèvent de la compétence des communautés, des tâches s'inscrivant dans le cadre de l'application de la réglementation qu'elle élabore en matière de mise en liberté provisoire de mineurs, soupçonnés d'avoir commis un fait qualifié d'infraction".

jugements. Sauf rares exceptions ⁽⁴⁾, ces dispositions ne précisent pas les conséquences qui pourraient résulter d'un éventuel dépassement de ces délais. Ces conséquences ne sont pas non plus évoquées dans l'exposé des motifs.

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de considérer, sauf indication expresse en sens contraire, que ces divers délais sont des délais d'ordre, dont le dépassement n'implique, en soi, aucune conséquence directe, il convient de l'indiquer dans l'exposé des motifs.

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est, au contraire, d'ériger tout ou partie de ces délais en délais de rigueur, les conséquences juridiques liées au dépassement de ces délais doivent être expressément réglées dans la loi.

3.2. La plupart des délais sont fixés en "jours".

Il y a donc lieu de considérer qu'il s'agit de "jours calendriers", ce qui doit être précisé dans l'exposé des motifs.

Dans la mesure où certaines dispositions de l'avant-projet se réfèrent cependant à la notion de "jours ouvrables" ⁽⁵⁾, il convient de compléter l'avant-projet par une définition de cette notion.

⁽⁴⁾ Ainsi, l'article 68, § 3, de l'avant-projet dispose que la modalité d'internement initialement accordée reprend aux mêmes conditions que précédemment, si aucune décision du tribunal de l'application des peines n'est intervenue dans le délai d'un mois maximum à compter du jugement de la suspension.

⁽⁵⁾ Articles 57, § 1^{er}, alinéa 2, et 71, alinéa 2, de l'avant-projet de loi.

Observations particulières

Dispositif

Article 3

Concernant la définition de la victime, le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle la définition figurant à l'alinéa 1^{er}, 6°, d), est limitée à l'hypothèse où l'internement a été ordonné par la juridiction d'instruction et ne s'étend pas aussi à l'hypothèse où la victime souhaite être entendue après que l'internement ait été ordonné par une juridiction de jugement.

Article 4

Au paragraphe 4, il n'est pas prévu que la décision du juge de l'application des peines est communiquée au ministère public, lequel a pourtant été amené à rendre son avis concernant la demande. Il y a lieu de l'indiquer.

Article 5

1. La disposition en projet comporte des paragraphes 3 et 4 mais pas de paragraphe 1^{er} (ni de paragraphe 2 dans la version française).

2. L'expression "instances judiciaires compétentes" utilisée à l'alinéa 1^{er} (devenant le paragraphe 1^{er}) est peu usitée et est, en outre, imprécise. Le commentaire de l'article énumère les différents magistrats et juridictions visés et mentionne notamment "le ministère public dans le cadre d'une instruction". Si telle est bien l'intention de l'auteur de l'avant-projet, il y a lieu d'observer que l'instruction se déroule sous la direction du juge d'instruction (article 55, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle) et que si le ministère public souhaite qu'une expertise psychiatrique soit ordonnée pendant l'instruction, il lui revient d'adresser des réquisitions en ce sens au juge d'instruction qui décidera.

.../...

La disposition pourrait être revue en remplaçant les mots "instances judiciaires compétentes" par "le juge d'instruction ainsi que les juridictions d'instruction ou de jugement".

3. Comme il est indiqué à l'alinéa 1^{er}, 2^o (devenant le paragraphe 1^{er}, 2^o), l'expertise devra établir s'il existe un lien causal entre le trouble mental et les faits. Or, cette expertise se déroulera avant que le juge n'ait déclaré les faits établis à charge de l'inculpé. En outre, il ne revient pas à l'expert de se prononcer sur la question de savoir si les faits sont établis. L'exposé des motifs veillera à contenir cette précision.

4. À l'alinéa 3 (devenant le paragraphe 2, alinéa 2), il est prévu que l'expert doit être reconnu par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions. Le Roi dispose d'un délai maximum de 24 mois pour établir les règles relatives à cette reconnaissance. Aucune précision n'est fournie quant à la situation applicable tant que cet arrêté royal n'aura pas été publié.

5. Au paragraphe 4, il est précisé que la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient n'est pas applicable à l'expertise psychiatrique. Le commentaire de cet article indique que cette exclusion est nécessaire pour que le consentement de la personne examinée à cette expertise ne soit pas requis en l'espèce. Si cette exclusion est limitée à ce seul motif, le dispositif gagnerait à l'indiquer. Dans l'hypothèse contraire, l'exposé des motifs gagnerait à être complété.

Article 6

Au paragraphe 1^{er}, l'expression "autorité judiciaire compétente" est utilisée : le texte gagnerait en clarté en indiquant qu'il s'agit du juge d'instruction et des juridictions d'instruction ou de jugement.

Le paragraphe 2 limite la durée de la mise en observation dont le terme est raccourci de deux mois par rapport à la législation actuelle (article 6, alinéa 3, de la loi du

.../...

9 avril 1930, précitée). La mise en observation étant, selon l'avant-projet, une expertise psychiatrique se déroulant à l'égard d'un inculpé détenu préventivement, il en résulte qu'elle prend fin dès que l'inculpé est libéré.

Article 8

1. La version française de l'avant-projet ne comporte pas de subdivision en paragraphes, contrairement à ce qui est le cas de la version néerlandaise.

2. La décision d'internement peut être prononcée soit par les juridictions d'instruction, soit par les juridictions de jugement.

Toutefois, les juridictions d'instruction ne peuvent pas juger l'auteur d'un crime ou d'un délit politique ni l'auteur d'un crime ou d'un délit de presse. Cette restriction est la conséquence de l'attribution à la Cour d'assises, en vertu de l'article 150 de la Constitution, de la compétence de juger les auteurs de ces crimes ou délits.

L'attribution du pouvoir de prononcer l'internement aux juridictions d'instruction étonne, sur le plan des principes, car elle s'écarte de la mission de base de la juridiction d'instruction qui est de régler la procédure à la fin de l'instruction préparatoire et, donc, de décider si l'inculpé sera jugé sur le fond par la juridiction de jugement. Le droit belge de la procédure pénale ne connaît que deux cas dans lesquels la juridiction d'instruction statue sur le fond de la cause - c'est-à-dire décide si l'inculpé a commis l'infraction. Il s'agit de l'internement des délinquants malades mentaux et de la suspension du prononcé de la condamnation lorsque la publicité des débats est de nature à provoquer le déclassement de l'inculpé ou à entraver son reclassement. Si, dans ce dernier cas, l'attribution du pouvoir de juger sur le fond à la juridiction d'instruction fonctionne dans l'intérêt de l'inculpé, il n'en est pas toujours ainsi lorsqu'il s'agit d'ordonner l'internement d'un délinquant.

Certes, l'avant-projet se contente de reprendre une règle qui est "traditionnelle" dans la matière de la défense sociale et qui présente l'avantage de permettre l'accélération de la procédure.

.../...

L'auteur de l'avant-projet veillera toutefois à ce que l'exposé des motifs contienne des indications permettant de justifier cette procédure.

3. L'internement peut être prononcé à l'encontre d'une personne qui a commis un fait qualifié crime ou délit. Tous les délits, sans distinguer selon que la loi prévoit pour ceux-ci une peine d'emprisonnement ou non, peuvent donc donner lieu à un internement qui comporte une privation de liberté à durée indéterminée.

Même si la disposition ne fait que reprendre une règle existant dans la législation actuelle, il y a lieu de comparer le sort pouvant être réservé au délinquant atteint d'un trouble mental grave et celui qui peut être réservé au délinquant qui n'est pas atteint de pareil trouble, dans le cas où l'infraction commise n'est pas punissable d'une peine d'emprisonnement. Le premier pourra être interné alors que le second n'encourra pas la peine de l'emprisonnement puisque la loi ne la prévoit pas pour cette infraction. Certes, l'internement ne peut être ordonné que s'il existe, en raison de ce trouble mental grave, un danger que l'auteur commette de nouvelles infractions. L'auteur de l'avant-projet veillera à indiquer en quoi cette circonstance lui paraît justifier le traitement différent qui est réservé au délinquant malade mental auteur d'un délit pour lequel la loi ne prévoit pas l'emprisonnement.

Article 9

Il n'est pas prévu que le prévenu ou l'accusé est entendu, s'il est présent, après le réquisitoire du ministère public demandant son incarcération immédiate. Il y a lieu de le mentionner par similitude avec la disposition de l'article 33, § 2, dernier alinéa, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

En outre, il y a lieu de préciser dans l'exposé des motifs si la décision ordonnant l'incarcération immédiate, lorsqu'elle est prononcée par la chambre du conseil, est susceptible d'appel en vertu de l'article 12, § 2, en projet, ou si la solution inverse prévaut par similitude, avec le régime instauré par l'article 33, § 2, dernier alinéa, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

.../...

Article 11

Paragraphe 1^{er}

1. Le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle seule la chambre du conseil est visée et non pas la chambre des mises en accusations ⁽⁶⁾.

2. La disposition en projet ne concerne que la réquisition d'internement. Ne faut-il pas également viser, comme au paragraphe 4, la demande d'internement ?

3. À l'alinéa 1^{er}, il n'est pas fait état de la partie civilement responsable alors qu'il en est question au paragraphe 2. Cette incohérence doit être levée.

Paragraphe 3

Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, précise l'ordre dans lequel les parties seront entendues. Il est plus conforme au respect dû au droit de la défense de l'inculpé que celui-ci prenne la parole après avoir entendu la partie civile. L'ordre sera donc inversé entre l'inculpé et la partie civile.

L'alinéa 2 du même paragraphe indique que le procureur du Roi, l'inculpé ou la partie civile peuvent demander le huis clos en vue de la protection de la vie privée. Il s'indique de rappeler que les motifs pour lesquels le huis clos peut être prononcé, sont énumérés à l'article 148 de la Constitution ainsi qu'à l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme. Cette dernière disposition prévoit, parmi ces motifs, la protection de la vie privée des parties au procès. Ces dispositions sont applicables aux juridictions d'instruction qui exercent les missions de la juridiction de jugement.

⁽⁶⁾ Comparer avec l'article 12 qui vise tant la chambre du conseil que la chambre des mises en accusation.

Article 12

Au paragraphe 2, alinéa 2, in fine, il convient de compléter la disposition en projet par l'intitulé de la loi à laquelle il est référé.

Article 13

Au paragraphe 1^{er}, il est prévu pendant la procédure devant la Cour d'assises, que des questions soient posées au jury à propos des faits commis par l'accusé et de son état mental. Comme les réponses aux questions ne seront apportées que par le jury à l'issue de sa délibération, il serait plus conforme à la présomption d'innocence de remplacer le verbe "est" par le verbe "paraît".

Vu le caractère indéterminé de la durée de l'internement, la loi actuelle requiert l'unanimité de la Cour et des jurés lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit politique ou de presse (article 10, alinéa 3). L'avant-projet ne reprend pas cette disposition; l'exposé des motifs s'en explique en considérant qu'il est excessif qu'un seul avis négatif suffise à empêcher l'internement. Désormais la majorité absolue suffira conformément à l'article 364 du Code d'instruction criminelle. La circonstance que la décision doit être motivée constitue certes une garantie. Il serait utile que l'exposé des motifs justifie plus amplement que les catégories des délinquants politiques ou ceux qui ont commis un crime ou un délit par la voie de la presse n'ont plus besoin de la garantie apportée par la règle de l'unanimité.

Article 15

1. Il convient de préciser dans le paragraphe 1^{er} que les mesures de sûreté énumérées sont prononcées par la juridiction d'instruction ou de jugement qui a ordonné l'internement.

2. Le paragraphe 1^{er} de cette disposition permet désormais au juge qui prononce l'internement de l'auteur d'abus sexuels commis sur des mineurs d'ajouter une mesure de sûreté "accessoire" consistant dans l'interdiction de participer à des activités qui concernent des mineurs.

Pareille interdiction peut déjà être prononcée à l'égard d'un condamné pour de telles infractions en vertu de l'article 382*bis* du Code pénal ajouté par la loi du 28 novembre 2000. L'avant-projet étend cette interdiction aux internés.

Contrairement à la version néerlandaise, la version française de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} comporte deux fois le verbe "pouvoir". Le caractère facultatif s'attache au pouvoir du juge de prononcer cette interdiction. Mais une fois l'interdiction prononcée, elle entraîne l'interdiction du droit de participer aux activités énumérées par la disposition en projet. En conséquence les mots «il peut se voir interdire le droit» seront remplacés par les mots "il se voit interdire le droit".

3. L'alinéa 2 du paragraphe 2 serait mieux rédigé ainsi :

"L'interdiction produit en outre ses effets à compter du jour où la décision judiciaire contradictoire ou par défaut qui prononce l'interdiction, devient irrévocable".

En effet, un interné n'est pas un condamné.

Article 16

La disposition en projet entend améliorer le sort fait à la victime qui demande réparation du dommage causé par le fait qualifié crime ou délit ⁽⁷⁾. L'exposé des motifs compare le sort réservé à la victime selon le droit actuel et les améliorations proposées par l'avant-projet. Celles-ci sont de deux ordres. D'abord, le juge pourra accorder la réparation à la victime sur la base des articles 1382, 1383 ou 1386*bis* nouveau du Code civil. Ensuite, la juridiction pénale qui met fin aux poursuites sur la base de

⁽⁷⁾ Voir P. VAN OMMESLAEGHE, "La réforme de la loi de défense sociale et l'article 1386*bis* du Code civil", Rev. dr. pén. crim., 1999, pp. 467-483.

l'article 71 du Code pénal, demeurera compétente pour accorder une indemnisation à la victime.

Le dispositif devrait mieux faire ressortir les intentions de l'auteur de l'avant-projet.

En outre, il devrait permettre à la partie civile de porter son action devant les juridictions d'instruction ou de jugement après qu'elles aient statué sur l'action publique, conformément à l'article 4, alinéas 3 à 13, de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. Or, la disposition en projet prévoit uniquement que les juridictions compétentes statuent en même temps sur l'action civile. Il s'agit de permettre à la victime de se constituer partie civile plus tard et selon une procédure simplifiée.

Article 21

Au paragraphe 1^{er}, mieux vaudrait utiliser le terme "modalité" plutôt que "mode", comme dans l'intitulé du chapitre 1^{er}. Cette observation vaut pour l'ensemble de l'avant-projet.

Article 24

Au 1°, dernier tiret, le Conseil d'État se demande si l'hypothèse d'une guidance ou d'un traitement utile ne devrait pas viser également d'autres infractions que celles concernées dans la disposition en projet (qui ne mentionne que les articles 372 à 378 et 379 à 387 du Code pénal).

Faut-il considérer que la guidance ou le traitement utile dans le cas d'autres infractions sont couverts par l'article 49 de l'avant-projet ?

Article 26

Selon l'exposé des motifs, le juge de l'application des peines peut, s'il l'estime nécessaire, refuser à l'interné l'accès à son dossier. Cette restriction ne figure cependant pas dans le paragraphe 4 de la disposition. Cette contradiction doit être levée.

Article 31

En application de cette disposition, le tribunal d'application des peines peut, dès la première audience qui se tient devant lui et qui devrait normalement aboutir à une décision de placement, reporter l'examen de l'affaire à une audience ultérieure, s'il estime qu'une détention limitée ou une surveillance électronique peut être accordée immédiatement.

La question se pose de savoir dans quelle situation se trouve la personne qui devrait être en principe internée aussi longtemps que le tribunal n'a pas statué sur l'octroi de la détention limitée ou sur le placement sous surveillance électronique.

Article 34

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 26.

Article 38

Au paragraphe 1^{er}, il convient de faire ressortir plus clairement dans le dispositif en projet que les diverses modalités d'exécution de l'internement qui y sont prévues ne trouvent pas à s'appliquer dans les cas visés à l'article 31, alinéa 2.

Article 50

1. À l'alinéa 1^{er}, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 24.

2. À l'alinéa 2, pour mieux faire ressortir l'intention de l'auteur de l'avant-projet, il conviendrait de prévoir que la décision doit être spécialement motivée sur ce point.

Article 53

Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de cette disposition charge le tribunal de l'application des peines de déterminer les lignes de force de la détention limitée ou de la surveillance électronique.

Il est prévu au paragraphe 2, alinéa 2, que le Roi fixera les règles conformément auxquelles l'assistant de justice ou, le cas échéant, le Centre national de surveillance électronique, se charge de donner un contenu concret à la modalité octroyée. Les lignes de force définies par le tribunal de l'application des peines ne sont pas clairement distinguées des règles qui seront fixées par le Roi.

Article 55

Selon l'exposé des motifs, le dossier de l'interné qui a commis des infractions violentes graves ne devrait être réexaminé qu'après un an. Cette intention ne figure pas dans l'alinéa 2 en projet qui fixe simplement un délai pouvant aller de six mois à un an.

Il convient de lever cette incohérence.

Article 57

Il serait plus clair d'écrire au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 : "Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le jugement d'octroi de la surveillance électronique ... (la suite comme à l'avant-projet).

Article 60

À l'alinéa 1^{er}, comme le précise l'exposé des motifs, il convient d'indiquer dans la disposition en projet que le transfèrement provisoire d'un interné a lieu dans un autre établissement fédéral.

Article 64

Au paragraphe 1^{er}, il convient de viser l'article 19 et non l'article 20 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ⁽⁸⁾.

Article 65

Au paragraphe 1^{er}, le Conseil d'État n'aperçoit pas comment concilier d'une part, les alinéas 1^{er} et 5 du paragraphe 1^{er} de l'article 65 en projet et d'autre part, l'article 69.

Il convient tout de moins de compléter l'exposé des motifs sur ce point.

Article 68

Au paragraphe 1^{er}, il convient d'écrire "article 66" et non "article 65".

Au paragraphe 3, il convient d'écrire "article 65" et non "article 64".

⁽⁸⁾ Comparer avec l'article 138 de l'avant-projet.

Article 69

Au paragraphe 1^{er}, il convient d'écrire "article 66 ou 68" au lieu de "article 65 ou 67".

Article 70

Au paragraphe 3, la disposition ne prévoit pas comment la victime est avertie de l'audience.

Article 74

1. Il n'y a pas lieu de mentionner le signe "§ 1^{er}".

2. Contrairement à d'autres dispositions de l'avant-projet, l'article 74 ne vise pas l'audition de la victime.

Il convient de remédier à cet oubli.

Article 79

1. Il n'y a pas lieu de mentionner le signe "§ 1^{er}".

2. Conformément à la version néerlandaise, il convient d'écrire, in fine, "pour une durée de deux ans maximum, renouvelable".

Articles 82 et suivants

Compte tenu de la définition du "directeur" donnée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, de l'avant-projet, il convient de préciser dans le texte en projet, que le directeur, dans le cadre de l'application du titre V, relatif à l'internement du condamné ne peut être que le directeur d'un établissement fédéral, comme cela résulte de l'exposé des motifs.

Article 92

Compte tenu de la philosophie de l'avant-projet, selon laquelle un condamné interné ne peut en règle pas bénéficier sous son statut d'interné d'un régime qui soit sensiblement plus favorable que celui qui lui serait réservé en tant que condamné non interné, le Conseil d'État se demande s'il est justifié, que comme le relève l'exposé des motifs (dernière phrase sous l'article 92 de l'exposé des motifs),

"(...) un condamné interné peut obtenir un congé d'1 jour au minimum et de 7 jours au maximum par mois alors qu'un simple condamné ne peut bénéficier que de 3 fois 36 heures par trimestre."

Article 104

L'article 104 vise probablement l'octroi des différentes modalités prévues à l'article 103. Il convient de le préciser expressément ⁽⁹⁾.

Article 105

Au dernier alinéa, il est renvoyé à l'observation n° 2 formulée sous l'article 50.

⁽⁹⁾ Comparer avec les articles 105 et suivants.

Article 109

Le Conseil d'État se demande s'il ne convient pas de parler "d'une période de durée maximale de deux ans, renouvelable" ⁽¹⁰⁾.

Article 112

Au paragraphe 3, il est prévu que le dossier du condamné qui a subi sa peine est automatiquement retiré de la compétence du tribunal de l'application des peines. La compétence d'une juridiction étant établie par référence à la nature du contentieux et non pas par rapport à un dossier, il y a lieu de modifier en conséquence la formulation de la phrase.

Article 115

1. Telle qu'elle est rédigée, la disposition en projet peut être interprétée comme si l'interné ne peut pas former un pourvoi en cassation à l'encontre de la décision refusant sa libération définitive.

Certes, l'exposé des motifs indique, de manière générale à propos des recours, que le sort de l'interné fait l'objet d'un examen périodique sans que celui-ci ne doive prendre la moindre initiative. Cette dernière règle constitue assurément une garantie nécessaire pour "compenser" en quelque sorte la durée indéterminée de l'internement. Toutefois, elle ne dispense pas de s'interroger sur la recevabilité d'un pourvoi en cassation en cas de refus de la libération définitive. L'exposé des motifs n'indique pas quel est le critère qui a été retenu pour autoriser ou non le recours en cassation. La jurisprudence avait retenu comme critère la privation de liberté ⁽¹¹⁾. Selon que la décision tranche une

⁽¹⁰⁾ Cf. article 79 de l'avant-projet.

⁽¹¹⁾ M. FRANCHIMONT, A. JACOBS et A. MASSET, Manuel de procédure pénale, 2^{ème} éd., Collection de la Faculté de droit de Liège, Bruxelles, Larcier, 2006, pp. 1216-1217.

question relative à la liberté de l'interné, elle peut ou non faire l'objet d'un recours en cassation. La solution a été consacrée par l'article 19^{ter} (introduit par la loi du 25 février 2003) de la loi du 9 avril 1930, précitée.

Il est difficile de soutenir que la décision refusant la libération définitive statue sur une question touchant à la liberté de l'interné puisque cette décision ne peut être prise qu'à l'égard d'un interné qui se trouve à ce moment en liberté à l'essai. Mais, outre le fait que la libération définitive met fin aux conditions restrictives de liberté comprises dans la libération à l'essai, le refus de la libération définitive maintient l'interné dans une situation pendant laquelle la libération à l'essai peut être suspendue ou révoquée (articles 66 à 68 de l'avant-projet).

Par contre, si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est d'autoriser dans ce cas le recours en cassation, il y aura lieu alors de l'indiquer sans ambiguïté.

2. Dès lors que le tribunal d'application des peines peut, en vertu de l'article 31 de l'avant-projet, immédiatement ordonner une détention limitée ou une mise sous surveillance électronique, en lieu et place d'une mesure de placement de l'interné, au sens de l'article 26, le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle il ne peut être introduit de pourvoi en cassation contre une décision de placement qui aurait été ordonnée par le tribunal d'application des peines, alors que l'interné sollicitait le bénéfice de l'article 31.

Article 118

Cette disposition prévoit que les juridictions ne peuvent statuer qu'à l'égard des personnes assistées ou représentées par un avocat.

Le droit à l'assistance ou à la représentation par avocat constitue une garantie indispensable puisque les inculpés sont des personnes atteintes d'un trouble mental grave et que l'internement est une mesure de sûreté dont les conséquences sont lourdes, notamment en raison de sa durée indéterminée. Mais l'intention de l'auteur de l'avant-projet est-elle d'empêcher la juridiction de statuer tant que l'avocat, régulièrement

.../...

choisi par l'intéressé ou désigné dans le cadre de l'aide judiciaire et dûment convoqué, n'est pas présent à l'audience ?

Si telle n'est pas l'intention de l'auteur de l'avant-projet, il veillera à adapter le dispositif du texte en projet en ce sens.

Article 124

L'article 124 de l'avant-projet modifie l'article 195 du Code d'instruction criminelle, tel que celui-ci a notamment été modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est cependant attirée sur ce que l'article 101 de la loi du 17 mai 2006, précitée, qui complétera l'article 195 du Code d'instruction criminelle, n'est toujours pas en vigueur à ce jour et n'entrera en vigueur qu'à une date à fixer par le Roi et au plus tard le 1^{er} juin 2008.

L'article 124 de l'avant-projet n'a donc de sens que si le Roi en fixe la date d'entrée en vigueur par application de l'article 145, à une date ultérieure ou tout au moins concomitante à celle de l'entrée en vigueur de l'article 101 de la loi du 17 mai 2006, précitée. À défaut, les modifications envisagées doivent être apportées audit article 101.

Une observation analogue vaut pour d'autres dispositions modificatives prévues par l'avant-projet, notamment pour les articles 126, 127, 128 et 129.

Article 129

Au 2°, le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle il y aurait lieu de permettre au Roi de déroger à la règle établissant la compétence territoriale du tribunal de l'application des peines.

.../...

Par ailleurs, le commentaire de la disposition en projet ne contient aucune indication de la raison pour laquelle le tribunal d'application des peines compétent territorialement se dessaisirait de la cause au profit d'un autre tribunal d'application des peines. En mentionnant le caractère exceptionnel de cette décision, le dispositif n'en indique pas pour autant la justification.

Article 137

Il est d'usage qu'un article distinct soit consacré à chacune des dispositions législatives qui doivent être modifiées, remplacées ou insérées, ce qui permet au Parlement de procéder à la discussion, au dépôt d'amendements éventuels et au vote article par article.

Article 145

Il conviendrait de prévoir une date ultime d'entrée en vigueur à défaut pour le Roi d'exécuter l'habilitation qui Lui est conférée ⁽¹²⁾.

Observations finales de forme

L'avant-projet doit être revu sur le plan légistique et de la langue. À titre d'exemples, on relèvera les points suivants.

1. À l'article 3, alinéa 1^{er}, 6°, c), il convient d'écrire : "la personne physique qui n'a pas pu" au lieu de "... qui n'a pas su".

2. À l'article 3, alinéa 2, on écrira : "À l'égard des catégories visées à l'alinéa 1^{er}, 6°, b), c) et d), ...".

⁽¹²⁾ Comparer avec l'article 109 de la loi du 17 mai 2006, précitée.

3. À l'article 4, § 2, il conviendrait de préciser de quel type d'organisme public il s'agit. La même remarque vaut également pour les articles 35, alinéa 4; 43, alinéa 4; 53, § 5, alinéa 4; 58, § 4, alinéa 5; 65, § 3, alinéa 2; 70, § 3, alinéa 4; et 99, alinéa 4.

4. À l'article 5, § 4, il y a lieu d'écrire : "Les dispositions de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient ...". Il convient en outre d'ajouter, dans la version française de ce même article 5, les indications "§ 1^{er}" et "§ 2", et, dans la version néerlandaise, l'indication "§ 1".

5. L'article 8 du texte français devra être subdivisé en paragraphes, comme c'est le cas dans la version néerlandaise. Le dernier tiret du paragraphe 1^{er} devra être rédigé comme suit : "- pour lequel le danger existe qu'elle commette de nouvelles infractions en raison de son trouble mental".

Au dernier alinéa, il y a lieu d'écrire dans la version française "examen psychiatrique d'expertise".

6. À l'article 26, § 1^{er}, il serait plus judicieux d'écrire : "en vue de faire désigner l'établissement" (plutôt que : "en vue de désigner l'établissement").

7. À l'article 26, § 4, alinéa 1^{er}, il est suggéré d'écrire : "est tenu, pendant au moins quatre jours" (au lieu de : "est tenu, au moins quatre jours"). Par ailleurs, le mot "pendant", figurant entre les mots "pour consultation" et "au greffe du tribunal de l'application des peines" doit être omis.

8. La rédaction de l'article 38, § 2, pourrait être améliorée comme suit : "... le directeur rend un avis sur l'éventuelle nécessité de transférer l'interné ou sur le souhait éventuel de celui-ci d'être transféré, ainsi que sur l'opportunité...".

.../...

9. À l'article 42, § 3, alinéa 3, entre les mots "nuire" et "gravement", le mot "et" doit être omis.

10. À l'article 49, initio, après les mots "En cas d'octroi", il convient de préciser quelles sont les mesures dont l'octroi est ainsi visé.

11. À l'article 53, § 2, alinéa 2, plutôt que d'écrire : "se charge de", il vaut mieux écrire "est chargé de". La même remarque vaut notamment pour l'article 108, § 1^{er}, alinéa 2.

12. À l'article 57, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, après "Chapitre I^{er}", on ajoutera "du présent Titre".

13. À l'article 72, 2^e tiret, plutôt que d'écrire : "pour qu'on ne puisse raisonnablement pas craindre", mieux vaut écrire : "pour qu'il n'y ait pas raisonnablement lieu de craindre...".

14. À l'article 144, § 6, au lieu d'écrire "adresser une requête écrite au juge d'exécution des peines", on écrira : "adresser une demande écrite au juge d'application des peines".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	Ph. HANSE,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.643/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 november 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de internering van personen met een geestesstoornis", heeft op 6 december 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het voorontwerp van wet beoogt de opheffing van de hoofdstukken I tot en met VI van de wet van 9 april 1930 tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij de wet van 1 juli 1964. Daarentegen blijven gehandhaafd de bepalingen van hoofdstuk VII van deze wet, waarvan de strekking zeer verschillend is, daar ze de terbeschikkingstelling van de regering regelen van recidivisten, gewoontemisdadigers en plegers van seksuele strafbare feiten en niet de internering van geesteszieke delinquenten betreffen.

Het voorontwerp bevat weliswaar tal van nieuwigheden, maar van meet af aan moet worden gepreciseerd dat het geenszins wenst te breken met de rechtsregeling betreffende delinquente geesteszieke abnormalen die is ingevoerd bij de voornoemde wet van 9 april 1930. De filosofie van die wetgeving blijft onverkort gelden, daar het voorontwerp - zoals ook nu het geval is - de strafgerechten de mogelijkheid biedt de internering te bevelen van delinquenten die een als misdaad of wanbedrijf omschreven feit hebben gepleegd en die op het ogenblik van het vonnis lijden aan een geestesstoornis zoals omschreven in de wet.

De voornoemde wet van 9 april 1930 vult artikel 71 van het Strafwetboek aan, luidende :

"Er is geen misdrijf, wanneer de beschuldigde of de beklaagde op het ogenblik van het feit in staat van krankzinnigheid was (...)."

.../...

Ze heeft een veiligheidsmaatregel ingevoerd, bestaande in de internering van die delinquenten die een gevaar voor de maatschappij vormen. Die maatregel beoogt zowel de maatschappij te beschermen als de mogelijkheid te bieden dat de betrokken persoon wordt verzorgd.

De regeling ingevoerd bij de voornoemde wet van 9 april 1930 onderscheidt zich, in zoverre ze de strafrechter de mogelijkheid biedt de internering van de geesteszieke delinquent te bevelen, zowel van de wetgeving in Frankrijk, waar de strafrechter vaststelt dat de verdachte zich op het tijdstip van de feiten in een abnormale geestestoestand bevond en de administratieve overheid vervolgens de internering van de betrokkene beveelt, als van de Angelsaksische wetgeving, waar het strafgeding niet kan aanvangen zolang de beschuldigde zich in een zodanige geestestoestand bevindt dat hij de betekenis van het begrip strafrechtelijke schuld toegepast op zijn daad niet kan vatten.

Voorts volgt de hierbij voorgestelde hervorming de conclusies op van de ministeriële commissie-Internering, ook de commissie-Delva geheten, genoemd naar haar voorzitter ⁽¹⁾.

De regeling die de internering van geesteszieke delinquenten voorschrijft, biedt een aantal voordelen. Voor feiten die de kenmerken van een misdaad of een wanbedrijf vertonen, wordt een gerechtelijke procedure gevolgd die kan uitmonden in een beslissing tot internering van een delinquent die een gevaar voor de maatschappij vormt. Die wetgeving biedt niet alleen het voordeel van de eenheid van rechtspleging, maar maakt het bovendien mogelijk de rechten van verdediging van de verdachte en de rechten van het slachtoffer te eerbiedigen.

2.1. Volgens de artikelen 3, eerste lid ⁽²⁾, 2°, en 3°, 17 en 47 van het voorontwerp kan de inrichting waarin de strafuitvoeringsrechtbank een persoon laat opnemen ten aanzien van wie een beslissing tot internering is genomen, een inrichting zijn die door de gemeenschappen, de gewesten of lokale instanties wordt georganiseerd, voor

⁽¹⁾ Zie P. COSYNS, "Internering : een doorbraak in het herzieningsproces van de wet?", Panopticon, 1999, blz. 313-318.

⁽²⁾ Zie in de "Slotopmerkingen betreffende de vorm" de eerste opmerking, die inhoudt dat moet worden verwezen naar artikel 3, eerste lid.

zover ze voldoen aan de vereiste veiligheidsmaatregelen en in staat zijn de gepaste verzorging te verstrekken aan de geïnterneerde.

Het voorontwerp definieert evenwel niet wat verstaan moet worden onder "vereiste veiligheidsmaatregelen" en "gepaste zorgen"; het preciseert evenmin door welke instantie die veiligheidsmaatregelen kunnen worden vastgesteld, noch welke instantie zich zal dienen uit te spreken de "gepastheid" van de verzorging die de inrichting aan de geïnterneerde moet kunnen verstrekken.

Die onderscheiden aangelegenheden worden evenmin behandeld in de memorie van toelichting.

Men kan ervan uitgaan dat de "geschiktheid" van de verzorging door de strafuitvoeringsrechtbank geval per geval moet worden beoordeeld wanneer ze beslist dat de geïnterneerde moet worden opgenomen en wanneer ze met toepassing van het ontworpen artikel 30, § 2, de inrichting aanwijst waarin de internering moet geschieden, maar de vaststelling van de minimale veiligheidsvoorwaarden lijkt toch eerder bij wege van een reglementair besluit te moeten worden bepaald, zodat elk van de betrokken inrichtingen zich ernaar kan voegen.

Bovendien rijst de vraag op welke manier de federale Staat zal bijdragen in de kosten verbonden aan de internering indien de betrokken inrichting niet door de federale overheid wordt georganiseerd.

De antwoorden op die onderscheiden vragen moeten worden verstrekt in de memorie van toelichting, en de tekst van het voorontwerp moet in voorkomend geval worden aangevuld.

2.2. Een aantal bepalingen van het voorontwerp leggen de directeur van de inrichting waar de persoon geïnterneerd wordt, een reeks verplichtingen op in het kader van de latere organisatie van de internering.

Indien de inrichting in kwestie door een gemeenschap of een gewest wordt georganiseerd, kunnen zodanige verplichtingen blijkbaar evenwel alleen effectief worden opgelegd mits vooraf een samenwerkingsakkoord is gesloten ⁽³⁾.

Aangezien nadere informatie omtrent dit punt ontbreekt en gelet op de toebedeelde termijn, heeft de Raad van State deze kwestie niet nader onderzocht.

2.3. Gelet op de keuzes die de steller van het voorontwerp met betrekking tot die onderscheiden kwesties uiteindelijk zal maken, moet in de memorie van toelichting de noodzaak worden behandeld om met de gemeenschappen en de gewesten een samenwerkingsakkoord te sluiten in het kader van de onderscheiden aangelegenheden besproken in de punten 2.1. en 2.2.

3.1. Tal van bepalingen van het voorontwerp stellen termijnen waarbinnen de strafuitvoeringsrechtbank de procedure moet organiseren en recht moet spreken.

⁽³⁾ Zie, naar analogie, advies 32.467/VR, door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 9 november 2001 verstrekt over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming" en over de amendementen op dat voorstel (Parl. St., Kamer, zitting 2000-2001, nrs. 942/4). De afdeling wetgeving heeft in dat advies onder meer opgemerkt :

- om de inhoud te omschrijven van de maatregelen die genomen kunnen worden ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, "vermag de federale wetgever de jeugdrechtbank de bevoegdheid te verlenen om te beslissen dat de betrokkene ten aanzien waarvan de in artikel 37, § 2, 4°, bedoelde maatregel wordt opgelegd, zal worden opgenomen in een beveiligde leefgroep van een gesloten opvoedingsafdeling zoals georganiseerd door de bevoegde gemeenschapsoverheden, en vermag hij de voorwaarden te bepalen die moeten zijn vervuld om tot zulk een opneming te kunnen beslissen";
- het voornemen van de federale overheid om aan voorzieningen die op het gebied van vorming en bijstand aan personen onder de gemeenschappen ressorteren een actieve rol toe te bedelen teneinde het voorgestelde systeem van voorlopige invrijheidstelling van minderjarige delinquenten op een efficiënte wijze te doen functioneren, bijvoorbeeld door het instellen van een rapportage- of adviesverplichting, vergt het sluiten van een samenwerkingsakkoord : "De federale overheid vermag immers voorzieningen die ressorteren onder de bevoegdheid van de gemeenschappen niet op een eenzijdige wijze te belasten met taken binnen het raam van de toepassing van de door haar uitgevaardigde regelgeving inzake voorlopige invrijheidstelling van minderjarigen die van het plegen van een als misdrijf omschreven feit worden verdacht."

.../...

Behoudens enkele zeldzame uitzonderingen ⁽⁴⁾, geven die bepalingen niet aan welke gevolgen een eventuele overschrijding van die termijnen kunnen meebrengen. Die gevolgen worden evenmin besproken in de memorie van toelichting.

Indien het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is te beschouwen, tenzij uitdrukkelijk anders wordt bepaald, dat die onderscheiden termijnen niet-dwingend zijn, waaraan op zich geen enkel rechtsreeks gevolg verbonden is indien ze worden overschreden, moet zulks worden aangegeven in de memorie van toelichting.

Indien het daarentegen de bedoeling van de steller van het voorontwerp is al die termijnen, of sommige ervan, te beschouwen als dwingend, moeten de juridische gevolgen verbonden aan het overschrijden ervan in de wet uitdrukkelijk worden vastgelegd.

3.2. De meeste termijnen worden uitgedrukt in "dagen".

Er is dus grond te beschouwen dat het gaat om "kalenderdagen", wat moet worden gepreciseerd in de memorie van toelichting.

In zoverre sommige bepalingen van het voorontwerp evenwel het begrip "werkdagen" ⁽⁵⁾ hanteren, moet het voorontwerp worden aangevuld met een definitie van dit begrip.

⁽⁴⁾ Zo bepaalt artikel 68, § 3, van het voorontwerp dat indien de strafuitvoeringsrechtbank binnen de termijn van ten hoogste één maand te rekenen van het vonnis tot schorsing geen beslissing heeft genomen, de oorspronkelijke toegekende modaliteit van internering weer geldt onder dezelfde voorwaarden als voorheen.

⁽⁵⁾ De artikelen 57, § 1, tweede lid, en 71, tweede lid, van het voorontwerp van wet.
.../...

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 3

Wat de definitie van slachtoffer betreft, is het de Raad van State niet duidelijk waarom de definitie die in het eerste lid, 6°, d) gegeven wordt, beperkt is tot het geval dat de internering bevolen is door een onderzoeksgerecht, en niet ook het geval omvat dat het slachtoffer gehoord wenst te worden nadat de internering is bevolen door een vonnisgerecht.

Artikel 4

In paragraaf 4 staat niet dat de beslissing van de strafuitvoeringsrechter meegedeeld wordt aan het openbaar ministerie, dat nochtans zijn advies heeft moeten uitbrengen over het verzoek. Dat moet voorgeschreven worden.

Artikel 5

1. De ontworpen bepaling bevat een paragraaf 3 en een paragraaf 4, maar geen paragraaf 1 (en geen paragraaf 2 in de Franse versie).

2. De uitdrukking "bevoegde gerechtelijke instanties" in het eerste lid (dat paragraaf 1 wordt) is onnauwkeurig. De Franse tegenhanger "instances judiciaires compétentes" is bovendien weinig gangbaar. In de commentaar op het artikel worden de verschillende magistraten en rechtscolleges die bedoeld worden opgesomd, waarbij onder meer "het openbaar ministerie in het kader van een gerechtelijk onderzoek" wordt vermeld. Indien dat inderdaad de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, moet erop gewezen worden dat het gerechtelijk onderzoek gevoerd wordt onder leiding van een onderzoeksrechter (artikel 55, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering), en dat indien het openbaar ministerie wil dat tijdens het gerechtelijk onderzoek een psychiatrisch

.../...

deskundigenonderzoek wordt bevolen, het openbaar ministerie daartoe vorderingen moet richten aan de onderzoeksrechter, die zal beslissen.

De bepaling zou zo kunnen worden herzien dat de woorden "bevoegde gerechtelijke instanties" vervangen worden door de woorden "de onderzoeksrechter en het onderzoeks- of vonnisgerecht".

3. Zoals in het eerste lid, 2°, staat (dat paragraaf 1, 2° wordt), moet het deskundigenonderzoek aantonen of er een oorzakelijk verband bestaat tussen de geestesstoornis en de feiten. Het deskundigenonderzoek vindt evenwel plaats voordat de rechter de feiten als bewezen heeft verklaard ten aanzien van de inverdenkinggestelde. Bovendien staat het niet aan de deskundige om zich uit te spreken over de vraag of de feiten vaststaan. Er moet voor gezorgd worden dat die precisering in de memorie van toelichting komt.

4. In het derde lid (dat paragraaf 2, tweede lid wordt), staat dat de deskundige erkend moet worden door de Minister bevoegd voor volksgezondheid. De Koning beschikt over een termijn van maximaal 24 maanden om de regels betreffende die erkenning vast te stellen. Er wordt niets gezegd over welke regeling van toepassing is zolang dat koninklijk besluit niet bekendgemaakt is.

5. In paragraaf 4 wordt gepreciseerd dat de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt niet van toepassing is op het psychiatrisch deskundigenonderzoek. In de commentaar op dat artikel staat dat zulks zo is opdat de instemming van de onderzochte persoon met dat deskundigenonderzoek in casu niet vereist is. Indien dat het enige motief is waarom het psychiatrisch deskundigenonderzoek buiten de werkingssfeer van de genoemde wet wordt gehouden, zou het goed zijn zulks in het dispositief te vermelden. Zo niet dient de memorie van toelichting te worden aangevuld.

Artikel 6

.../...

In paragraaf 1 wordt de uitdrukking "bevoegde rechterlijke overheid" gebruikt : de tekst zou duidelijker zijn indien vermeld wordt dat het gaat om de onderzoeksrechter en de onderzoeks- of vonnisgerechten.

In paragraaf 2 wordt de duur van de inobservatiestelling beperkt : de termijn daarvan wordt met twee maanden ingekort ten opzichte van de huidige wetgeving (artikel 6, derde lid, van de voornoemde wet van 9 april 1930). Aangezien de inobservatiestelling volgens het voorontwerp een psychiatrisch deskundigenonderzoek is van een verdachte die in voorlopige hechtenis is geplaatst, volgt daaruit dat ze eindigt zodra de verdachte in vrijheid wordt gesteld.

Artikel 8

1. De Franse versie van het voorontwerp bevat, in tegenstelling tot de Nederlandse versie, geen indeling in paragrafen.

2. De beslissing tot internering mag ofwel door onderzoeksgerechten, ofwel door vonnisgerechten worden uitgesproken.

Onderzoeksgerechten mogen evenwel niet de dader van een misdaad of van een politiek misdrijf berechten, noch de dader van een drukpersmisdrijf. Die beperking is het gevolg van de bevoegdheid die krachtens artikel 150 van de Grondwet is aan het hof van assisen verleend om daders van die misdaden en wanbedrijven te berechten.

Het aan de onderzoeksgerechten toekennen van de bevoegdheid om internering uit te spreken is uit principieel oogpunt verwonderlijk, aangezien daarmee afgeweken wordt van de basistaak van het onderzoeksgerecht, die erin bestaat de procedure aan het einde van het vooronderzoek te regelen en dus uit te maken of de verdachte vóór een vonnisgerecht zal terechtstaan over de grond van de zaak. Het Belgische strafprocesrecht kent slechts twee gevallen waarin het onderzoeksgerecht uitspraak doet over de grond van de zaak - dat wil zeggen uitmaakt of de verdachte het strafbare feit heeft gepleegd. Het gaat om de internering van geesteszieke delinquenten en de opschorting van de uitspraak van de veroordeling wanneer de openbaarheid van de debatten de verdachte zou kunnen declasseren of zijn reclassering zou kunnen

.../...

belemmeren. Terwijl het aan het onderzoeksgerecht toekennen van de bevoegdheid om ten gronde een uitspraak te doen in dat laatste geval in het belang is van de verdachte, geldt dat niet altijd wanneer het gaat om het bevelen van de internering van een delinquent.

Het is juist dat het voorontwerp slechts een regel opneemt die "gangbaar" is wanneer het gaat om de bescherming van de maatschappij, en die het voordeel biedt dat de procedure versneld kan worden.

De steller van het voorontwerp moet er evenwel voor zorgen dat de memorie van toelichting uitleg bevat die die procedure kan wettigen.

3. Internering kan worden uitgesproken ten aanzien van een persoon die een als misdaad of wanbedrijf aangemerkt feit heeft gepleegd. Alle strafbare feiten, zonder onderscheid naargelang de wet voor die feiten een gevangenisstraf voorschrijft of niet, kunnen dus aanleiding geven tot internering met vrijheidsbeneming voor onbepaalde tijd.

Ook al neemt de bepaling slechts een regel over die in de huidige wetgeving bestaat, er moet een vergelijking worden gemaakt tussen wat beslist kan worden ten aanzien van een delinquent met een ernstige geestesstoornis en wat beslist kan worden ten aanzien van een delinquent zonder zulk een stoornis, in het geval dat op het gepleegde strafbare feit geen gevangenisstraf staat. De eerste kan geïnterneerd worden, terwijl de tweede geen gevangenisstraf zal krijgen omdat de wet daarin niet voorziet voor dat strafbare feit. Er kan weliswaar alleen internering worden bevolen indien, wegens die ernstige geestesstoornis, het gevaar bestaat dat de dader nieuwe strafbare feiten pleegt. De steller van het voorontwerp moet beslist aangeven in welk opzicht die omstandigheid hem de verschillende behandeling lijkt te wettigen van een geesteszieke delinquent die een strafbaar feit heeft gepleegd waarop de wet geen gevangenisstraf heeft gesteld.

Artikel 9

Er wordt niet bepaald dat de beklaagde of de beschuldigde, indien hij aanwezig is, na de vordering van het openbaar ministerie waarbij zijn onmiddellijke opsluiting wordt gevorderd, gehoord wordt. Naar analogie van het bepaalde in artikel 33, § 2, laatste lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, moet dat wel worden bepaald.

Bovendien moet in de memorie van toelichting gepreciseerd worden of tegen de beslissing waarbij onmiddellijke opsluiting wordt bevolen, wanneer deze uitgesproken wordt door de raadkamer, beroep kan worden aangetekend krachtens het ontworpen artikel 12, § 2, dan wel of het tegenovergestelde geldt, naar analogie van de regeling ingevoerd bij artikel 33, § 2, laatste lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

Artikel 11

Paragraaf 1

1. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom er alleen sprake is van de raadkamer, en niet van de kamer van inbeschuldigingstelling ⁽⁶⁾.

2. De ontworpen bepaling heeft alleen betrekking op de vordering tot internering. Behoeft niet ook, zoals in paragraaf 4, het verzoek tot internering te worden genoemd ?

3. In het eerste lid wordt geen gewag gemaakt van de burgerrechtelijk aansprakelijke partij, terwijl dat wel het geval is in paragraaf 2. Die inconsistentie moet worden verholpen.

Paragraaf 3

⁽⁶⁾ Vergelijk met artikel 12, waarin zowel de raadkamer als de kamer van inbeschuldigingstelling worden genoemd.

Paragraaf 3, eerste lid, bepaalt de volgorde waarin de partijen gehoord worden. Het strookt beter met de eerbiediging van het recht van verdediging van de verdachte dat die het woord neemt nadat de burgerlijke partij gehoord is. De volgorde verdachte en burgerlijke partij moet bijgevolg worden omgekeerd.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf staat dat de procureur des Konings, de verdachte of de burgerlijke partij de behandeling met gesloten deuren mogen vragen met het oog op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Er dient weer op gewezen te worden dat de redenen waarom behandeling met gesloten deuren kan worden gelast, opgesomd worden in artikel 148 van de Grondwet, en in artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. In laatstgenoemde bepaling wordt als één van die redenen de bescherming van het privéleven van partijen bij het proces genoemd. Die bepalingen zijn van toepassing op de onderzoeksgerechten die de taken van het vonnisgerecht uitoefenen.

Artikel 12

In paragraaf 2, tweede lid, in fine, moet de ontworpen bepaling aangevuld worden met het opschrift van de wet waarnaar wordt verwezen.

Artikel 13

In paragraaf 1 wordt bepaald dat tijdens de procedure voor het hof van assisen vragen worden gesteld aan de jury over feiten gepleegd door de beschuldigde en over zijn geestestoestand. Aangezien de jury pas antwoordt op de vragen nadat ze heeft beraadslaagd, zou het meer in overeenstemming zijn met het vermoeden van onschuld "Lijkt het vast te staan (...)" te schrijven in plaats van "Staat het vast (...)".

Gezien de onbepaaldheid van de duur van de internering vergt de huidige wet eenparigheid van stemmen van het hof en de gezworenen wanneer het gaat om een politieke misdaad, een politiek wanbedrijf of een persdelict (artikel 10, derde lid). In het voorontwerp wordt die bepaling niet overgenomen; in de memorie van toelichting wordt als uitleg daarvoor gegeven dat het overdreven is dat één enkel negatief advies voldoende is om internering te verhinderen. Voortaan is overeenkomstig artikel 364 van het Wetboek

.../...

van Strafvordering een volstreekte meerderheid voldoende. Het feit dat de beslissing gemotiveerd moet worden is zeker een waarborg. Het zou goed zijn dat in de memorie van toelichting uitvoeriger wordt gewettigd waarom aan de categorieën van politieke delinquenten of van diegenen die via de pers een misdaad of wanbedrijf hebben gepleegd, niet meer de waarborg hoeft te worden geboden die de unanimiteitsregel inhield.

Artikel 15

1. In paragraaf 1 moet worden aangegeven dat de opgesomde veiligheidsmaatregelen worden uitgesproken door het onderzoeksgerecht of het vonnisgerecht dat de internering heeft bevolen.

2. Paragraaf 1 van deze bepaling maakt het de rechter die de internering uitspreekt van de dader van seksueel misbruik van minderjarigen voortaan mogelijk om een "bijkomende" veiligheidsmaatregel te treffen die bestaat in het verbod om deel te nemen aan activiteiten die op minderjarigen zijn gericht.

Een dergelijk verbod kan krachtens artikel 382*bis* van het Strafwetboek, dat ingevoegd is bij de wet van 28 november 2000, reeds worden uitgesproken tegen een persoon die voor zulke feiten veroordeeld is. Het voorontwerp breidt dit verbod uit tot geïnterneerden.

In tegenstelling tot de Nederlandse versie staat in de Franse versie van het eerste lid van paragraaf 1 tweemaal het werkwoord "pouvoir". De bevoegdheid van de rechter om dit verbod uit te spreken is facultatief. Zodra het verbod echter is uitgesproken, brengt dit ontzetting mee uit het recht om deel te nemen aan de activiteiten opgesomd in de ontworpen bepaling. Bijgevolg behoren de woorden "il peut se voir interdire le droit" te worden vervangen door de woorden "il se voit interdire le droit".

3. Het tweede lid van paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Bovendien heeft de ontzetting gevolgen vanaf de dag waarop de op tegenspraak of bij verstek gewezen rechterlijke beslissing tot ontzetting, onherroepelijk is geworden".

Een geïnterneerde is immers geen veroordeelde.

Artikel 16

De ontworpen bepaling strekt ertoe de situatie te verbeteren van het slachtoffer dat een vergoeding vordert voor de schade veroorzaakt door het feit dat een misdaad of wanbedrijf wordt genoemd ⁽⁷⁾. In de memorie van toelichting wordt de situatie van het slachtoffer volgens het huidige recht, vergeleken met de verbeteringen voorgesteld in het voorontwerp. Deze zijn tweërlei. In de eerste plaats kan de rechter aan het slachtoffer een schadevergoeding toekennen op basis van de artikelen 1382, 1383 of het nieuwe artikel 1386*bis* van het Burgerlijk Wetboek. In de tweede plaats blijft de strafrechtbank die aan de vervolging een einde maakt op basis van artikel 71 van het Strafwetboek, bevoegd om aan het slachtoffer een schadeloosstelling toe te kennen.

Het dispositief zou de bedoeling van de steller van het voorontwerp beter moeten weergeven.

Bovendien zou het de burgerlijke partij de mogelijkheid moeten bieden haar rechtsvordering bij de onderzoeksgerechten of de vonnisgerechten in te stellen nadat deze over de strafvordering uitspraak hebben gedaan, overeenkomstig artikel 4, derde tot dertiende lid, van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering. In de ontworpen bepaling staat echter alleen dat de bevoegde gerechten tegelijkertijd uitspraak doen over de burgerlijke rechtsvordering. Het slachtoffer moet de mogelijkheid krijgen zich later burgerlijke partij te stellen, en dit volgens een vereenvoudigde procedure.

Artikel 21

⁽⁷⁾ Zie P. VAN OMMESLAEGHE, "La réforme de la loi de défense sociale et l'article 1386*bis* du Code civil", Rev. dr. pén. crim., 1999, blz. 467 tot 483.

In paragraaf 1 is het beter de term "modaliteit" te bezigen, zoals in het opschrift van hoofdstuk I van titel IV, dan de term "wijze". Deze opmerking geldt voor geheel het voorontwerp.

Artikel 24

Wat 1°, laatste streepje, betreft, is het de Raad van State niet duidelijk of de voorwaarde van een noodzakelijk geachte begeleiding of behandeling ook niet betrekking zou moeten hebben op andere strafbare feiten dan die waarover de ontworpen bepaling handelt (waarin alleen de artikelen 372 tot 378 en 379 tot 387 van het Strafwetboek worden vermeld).

Moet ervan worden uitgegaan dat de noodzakelijke begeleiding of behandeling in geval van andere strafbare feiten valt onder artikel 49 van het voorontwerp?

Artikel 26

Volgens de memorie van toelichting kan de strafuitvoeringsrechter, wanneer hij dit noodzakelijk acht, de geïnterneerde inzage van het dossier ontzeggen. Deze beperking komt echter niet voor in paragraaf 4 van de bepaling. Deze tegenstelling moet worden weggewerkt.

Artikel 31

Met toepassing van deze bepaling kan de strafuitvoeringsrechtbank, vanaf de eerste zitting die bij haar wordt gehouden en die normaal zou moeten leiden tot een beslissing tot plaatsing, de behandeling van de zaak uitstellen tot een latere zitting indien ze van oordeel is dat beperkte detentie of elektronisch toezicht onmiddellijk kan worden toegestaan.

De vraag rijst in welke situatie de persoon verkeert die in principe geïnterneerd zou moeten zijn zolang de rechtbank geen uitspraak heeft gedaan over de toekenning van de beperkte detentie of over de plaatsing onder elektronisch toezicht.

Artikel 34

Er wordt verwezen naar de opmerking over artikel 26.

Artikel 38

In paragraaf 1 van het ontworpen dispositief moet duidelijker worden weergegeven dat de verschillende modaliteiten voor de uitvoering van de internering die erin zijn bepaald, geen toepassing vinden in de gevallen bedoeld in artikel 31, tweede lid.

Artikel 50

1. In verband met het eerste lid wordt verwezen naar de opmerking over artikel 24.

2. Om beter de bedoeling van de steller van het voorontwerp tot uiting te brengen, zou in het tweede lid moeten worden bepaald dat de beslissing op dit punt in het bijzonder met redenen moet worden omkleed.

Artikel 53

In paragraaf 2, eerste lid, van deze bepaling, wordt de strafuitvoeringsrechtbank ermee belast de krachtlijnen van de beperkte detentie of van het elektronisch toezicht te bepalen.

Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt dat de Koning vaststelt overeenkomstig welke regels de justitieassistent, of in voorkomend geval het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht, de concrete invulling van de toegestane modaliteit op zich neemt. De door de strafuitvoeringsrechtbank bepaalde krachtlijnen worden niet duidelijk onderscheiden van de regels die de Koning geeft.

Artikel 55

Volgens de memorie van toelichting zou het dossier van de geïnterneerde die met geweld zware strafbare feiten heeft gepleegd, pas na één jaar opnieuw hoeven te worden onderzocht. Deze bedoeling is niet terug te vinden in het ontworpen tweede lid, dat gewoon een termijn bepaalt, die zes maanden tot één jaar kan bedragen.

Deze inconsistentie moet worden weggewerkt.

Artikel 57

Het is duidelijker in paragraaf 1, tweede lid, te schrijven : "In afwijking van het eerste lid, wordt het vonnis tot toekenning van het elektronisch toezicht ... (verder zoals in het voorontwerp)".

Artikel 60

In het eerste lid van de ontworpen bepaling moet worden aangegeven, zoals in de memorie van toelichting, dat de geïnterneerde voorlopig wordt overgeplaatst naar een andere federale inrichting.

Artikel 64

.../...

In paragraaf 1 moet worden verwezen naar artikel 19 en niet naar artikel 20 van de wet van 5 augustus op het politieambt ⁽⁸⁾.

Artikel 65

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe het eerste en vijfde lid van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 65 zich verdragen met artikel 69.

Op zijn minst de memorie van toelichting dient op dit punt te worden aangevuld.

Artikel 68

In paragraaf 1 schrijve men "artikel 66" en niet "artikel 65".

In paragraaf 3 schrijve men "artikel 65" en niet "artikel 64".

Artikel 69

In paragraaf 1 schrijve men "artikel 66 of 68" in plaats van "artikel 65 of 67".

Artikel 70

In paragraaf 3 staat niet hoe het slachtoffer van de zitting in kennis wordt gesteld.

Artikel 74

1. Er is geen reden om het teken "§ 1." te gebruiken.

⁽⁸⁾ Vergelijk met artikel 138 van het voorontwerp.

2. In tegenstelling tot andere bepalingen van het voorontwerp is in artikel 74 geen sprake van het horen van het slachtoffer.

Deze onachtzaamheid dient te worden rechtgezet.

Artikel 79

1. Er is geen reden om het teken "§ 1." te gebruiken.

2. Aan het eind van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, moet worden geschreven : "... onder dezelfde voorwaarden als tevoren, voor een periode van maximaal twee jaar, die verlengbaar is".

Artikelen 82 en volgende

Gelet op de definitie van "directeur" die in artikel 3, eerste lid, 2°, van het voorontwerp wordt gegeven, dient in de ontworpen tekst te worden gepreciseerd dat de directeur in het kader van de toepassing van titel V, betreffende de internering van veroordeelden, alleen de directeur van een federale instelling kan zijn, zoals blijkt uit de memorie van toelichting.

Artikel 92

Gelet op de opzet van het voorontwerp, volgens welke een geïnterneerde veroordeelde in beginsel in zijn status van geïnterneerde geen aanspraak kan maken op een regeling die aanzienlijk gunstiger is dan de regeling die hij als niet-geïnterneerde veroordeelde zou genieten, vraagt de Raad van State zich af of het verantwoord is, zoals erop wordt gewezen in de memorie van toelichting (laatste zin over artikel 92 van de memorie van toelichting), dat

"(...) aan de geïnterneerde-veroordeelde een verlof van minimum één dag en maximum zeven dagen per maand (kan) worden toegekend, terwijl dit voor zuiver veroordeelden slechts 3 maal 36 uur per trimester is."

Artikel 104

Artikel 104 heeft waarschijnlijk betrekking op het toestaan van de verschillende modaliteiten waarin artikel 103 voorziet. Dit moet uitdrukkelijk worden aangegeven ⁽⁹⁾.

Artikel 105

In verband met het laatste lid wordt verwezen naar opmerking nr. 2 over artikel 50.

Artikel 109

De Raad van State vraagt zich af of niet moet worden gewerkt met de bewoordingen "een periode van maximaal twee jaar, die verlengbaar is" ⁽¹⁰⁾.

Artikel 112

In paragraaf 3 staat dat het dossier van de veroordeelde die zijn straf heeft ondergaan, van rechtswege onttrokken wordt aan de bevoegdheid van de strafuitvoeringsrechtbank. Aangezien de bevoegdheid van een rechtscollege wordt vastgesteld op basis van de aard van het geschil en niet op basis van een dossier, moeten de bewoordingen van de zin dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 115

⁽⁹⁾ Vergelijk met de artikelen 105 en volgende.

⁽¹⁰⁾ Cf. artikel 79 van het voorontwerp.

1. Zoals de ontworpen bepaling is gesteld, kan ze zo worden uitgelegd dat de geïnterneerde geen cassatieberoep kan instellen tegen de beslissing waarbij zijn definitieve invrijheidstelling wordt geweigerd.

In de memorie van toelichting wordt gewis in algemene bewoordingen, in verband met de beroepen, opgemerkt dat het dossier van de geïnterneerde periodiek wordt onderzocht, zonder dat deze enig initiatief hoeft te nemen. Die regel vormt voorzeker een noodzakelijke garantie om in zekere zin de onbepaalde duur van de internering te "compenseren". Toch betekent hij niet dat er geen vragen rijzen omtrent de ontvankelijkheid van een cassatieberoep in geval van weigering van de definitieve invrijheidstelling. In de memorie van toelichting staat niet welk criterium is gekozen om al dan niet cassatieberoep toe te staan. In de rechtspraak was vrijheidsbeneming als criterium gekozen ⁽¹¹⁾. Al naargelang de beslissing al of niet betrekking heeft op de vrijheid van de geïnterneerde, kan er al dan niet cassatieberoep tegen worden ingesteld. De regeling is verankerd in artikel 19^{ter} (ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003) van de voormelde wet van 9 april 1930.

Er kan moeilijk staande worden gehouden dat in de beslissing waarbij definitieve invrijheidstelling wordt geweigerd, uitspraak wordt gedaan over een kwestie aangaande de vrijheid van de geïnterneerde, aangezien die beslissing alleen kan worden genomen ten aanzien van een geïnterneerde die zich op dat ogenblik in vrijheid op proef bevindt. Naast het feit dat definitieve invrijheidstelling een einde maakt aan de vrijheidsbeperkende voorwaarden die aan invrijheidstelling op proef verbonden zijn, wordt de geïnterneerde door de weigering tot definitieve invrijheidstelling echter in een situatie gehouden waarin de invrijheidstelling op proef kan worden geschorst of herroepen (artikelen 66 tot 68 van het voorontwerp).

Is het daarentegen de bedoeling van de steller van het voorontwerp om cassatieberoep in dat geval toe te staan, dan moet dat duidelijk worden vermeld.

2. Aangezien de strafuitvoeringsrechtbank krachtens artikel 31 van het voorontwerp onmiddellijk beperkte detentie of elektronisch toezicht kan bevelen in plaats

⁽¹¹⁾ M. Franchimont, A. JACOBS en A. MASSET, Manuel de procédure pénale, 2e editie, Collection de la Faculté de droit de Liège, Brussel, Larcier, 2006, blz. 1216-1217.

van plaatsing van de geïnterneerde in de zin van artikel 26, is het de Raad van State niet duidelijk waarom geen cassatieberoep kan worden ingesteld tegen een beslissing tot plaatsing die zou zijn bevolen door de strafuitvoeringsrechtbank, terwijl de geïnterneerde om de toepassing van artikel 31 verzocht.

Artikel 118

In die bepaling staat dat rechtscolleges alleen kunnen beslissen ten aanzien van personen die bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat.

Het recht op bijstand of vertegenwoordiging door een advocaat is een onontbeerlijke garantie, aangezien de verdachten personen met een ernstige geestesstoornis zijn en de internering een veiligheidsmaatregel met zware gevolgen is, inzonderheid wegens de onbepaalde duur ervan. Maar is het de bedoeling van de steller van het voorontwerp om te verhinderen dat het rechtscollege uitspraak doet zolang de advocaat, die op wettige wijze door de betrokkene is gekozen of die is aangewezen in het kader van de rechtsbijstand en naar behoren is opgeroepen, niet op de terechtzitting aanwezig is?

Is dat niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp, dan moet hij het dispositief van het ontwerp dienovereenkomstig aanpassen.

Artikel 124

Artikel 124 van het voorontwerp wijzigt artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering, zoals dat inzonderheid laatstelijk is gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten.

De steller van het voorontwerp wordt er echter op gewezen dat artikel 101 van de voormelde wet van 17 mei 2006, dat artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering zal aanvullen, tot op heden nog niet in werking is getreden en eerst in werking zal treden op een datum die door de Koning moet worden bepaald en uiterlijk op 1 juni 2008.

.../...

Artikel 124 van het voorontwerp heeft dus alleen zin als de Koning dat artikel, met toepassing van artikel 145, later dan of op zijn minst gelijktijdig met artikel 101 van de voormelde wet van 17 mei 2006 in werking laat treden. Zo niet moeten de geplande wijzigingen in het genoemde artikel 101 worden aangebracht.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de andere wijzigingsbepalingen die in het voorontwerp vervat zijn, in het bijzonder voor de artikelen 126, 127, 128 en 129.

Artikel 129

Wat onderdeel 2° betreft, begrijpt de Raad van State niet waarom de Koning de mogelijkheid zou moeten krijgen om af te wijken van de regel betreffende de territoriale bevoegdheid van de strafuitvoeringsrechtbank.

Bovendien bevat de bespreking van de ontworpen bepaling geen enkele aanwijzing voor de reden waarom de territoriaal bevoegde strafuitvoeringsrechtbank een zaak uit handen zou geven en zou overlaten aan een andere strafuitvoeringsrechtbank. In het dispositief staat weliswaar dat die beslissing van uitzonderlijke aard is, maar wordt nochtans geen reden ervoor gegeven.

Artikel 137

Het is gebruikelijk dat een onderscheiden artikel besteed wordt aan elk van de wetsbepalingen die gewijzigd, vervangen of ingevoegd moeten worden, waardoor het parlement artikelsgewijze het ontwerp kan bespreken, eventuele amendementen kan indienen en over het ontwerp kan stemmen.

Artikel 145

.../...

Er moet een uiterste datum van inwerkingtreding worden bepaald, voor het geval de Koning de Hem verleende machtiging niet ten uitvoer legt ⁽¹²⁾.

Slotopmerkingen betreffende de vorm

Het voorontwerp moet worden herzien uit wetgevingstechnisch en taalkundig oogpunt. Bij wijze van voorbeeld wordt op het volgende gewezen.

1. In artikel 3, eerste lid, 6°, c), schrijve men "wegens" in plaats van "omwille van".

2. In artikel 3, tweede lid, schrijve men : "Ten aanzien van de categorieën genoemd in het eerste lid, 6°, b), c) en d), (...) of ze een rechtstreeks en wettig belang hebben".

3. In artikel 4, § 2, moet gepreciseerd worden om welk soort overheidsinstelling het gaat. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 35, vierde lid; 43, vierde lid; 53, § 5, vierde lid; 58, § 4, vijfde lid; 65, § 3, tweede lid; 70, § 3, vierde lid; en 99, vierde lid.

4. In de Franse versie van artikel 5, § 4, schrijve men : "Les dispositions de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient ...". Bovendien moeten in de Franse versie van datzelfde artikel 5 de indelingen "§ 1^{ère}" en "§ 2" worden aangegeven en moet in de Nederlandse lezing de indeling "§ 1" worden vermeld.

⁽¹²⁾ Vergelijk met artikel 109 van de voornoemde wet van 17 mei 2006.

5. Artikel 8 van de Franse tekst moet ingedeeld worden in paragrafen, zoals dat geschied is in de Nederlandse tekst. In de tekst onder het laatste streepje van paragraaf 1 schrijve men "strafbare feiten" in plaats van "misdrijven".

In het laatste lid schrijve men in de Franse versie "examen psychiatrique d'expertise".

6. Het zou beter zijn artikel 26, § 1, als volgt te stellen : "(...) in kracht van gewijsde gegane vonnis of arrest tot internering, de zaak aanhangig bij de strafuitvoeringsrechtbank met het oog op het laten aanwijzen van de inrichting waar de internering ten uitvoer dient te worden gelegd".

7. Artikel 26, § 4, eerste lid, zou aldus gesteld moeten worden :

"Het dossier, dat door het openbaar ministerie wordt samengesteld ... wordt gedurende ten minste vier dagen vóór de rechtsdag ter inzage gehouden van de geïnterneerde ... van de gevangenis."

8. De redactie van artikel 38, § 2, is vatbaar voor verbetering en zou als volgt kunnen worden gesteld : "Op zijn vroegst tien maanden en uiterlijk twaalf maanden na de eerste beslissing tot plaatsing, brengt de directeur een advies uit over de eventuele noodzaak om de geïnterneerde over te plaatsen of over diens eventuele wens om te worden overgeplaatst, en over de wenselijkheid van (...)".

9. Artikel 42, § 3, derde lid, zou als volgt gesteld moeten worden :

"Op advies van de psychiater van de inrichting kan de strafuitvoeringsrechter de geïnterneerde inzage van diens dossier ontzeggen als die inzage diens gezondheid klaarblijkelijk ernstig kan schenden."

.../...

10. Aan het begin van artikel 49 moet na de woorden "in geval van toekenning" gepreciseerd worden op welke maatregelen de bedoelde toekenning betrekking heeft.

11. Het zou beter zijn artikel 53, § 2, tweede lid, als volgt te stellen : "De justitieassistent, of in voorkomend geval het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht, is belast met de concrete invulling van de toegekende modaliteit overeenkomstig de door de Koning bepaalde regels."

12. In artikel 57, § 1, eerste lid, moeten na "Hoofdstuk I", de woorden "van deze Titel" ingevoegd worden.

13. In artikel 72, tweede streepje, schrijve men in de Franse versie : "pour qu'il n'y ait pas raisonnablement lieu de craindre" in plaats van "Pour qu'on ne puisse raisonnablement pas craindre".

14. Artikel 146, § 6, zou aldus gesteld moeten worden :

"§ 6. Eenieder die vóór de inwerkingtreding van de wet het slachtoffer is van een als misdaad of wanbedrijf omschreven feit, kan overeenkomstig artikel 4 een schriftelijk verzoek richten aan de strafuitvoeringsrechter."

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	Ph. HANSE,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS